

Le Monde

Conférence de presse: Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ?

Le Monde est un journal de référence français fondé en 1944, reconnu pour son journalisme d'investigation rigoureux et son engagement en faveur de l'indépendance éditoriale. Avec plusieurs millions de lecteurs en version papier et numérique, il occupe une place centrale dans le débat public européen et international. La problématique de la commission est la suivante « Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ? », et elle touche directement aux valeurs que Le Monde défend depuis sa création. L'institution s'appuie sur des textes fondamentaux tels que l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que le Règlement européen sur la liberté des médias (European Media Freedom Act, 2024), pour affirmer sa position : la liberté de la presse est un pilier indispensable de la démocratie, qui doit être protégée par des mécanismes juridiques contraignants à l'échelle internationale.

1. La censure

La censure prend des formes de plus en plus variées : pressions sur les rédactions, blocage de sites d'information, ou encore procédures judiciaires abusives (SLAPP) visant à réduire les journalistes au silence. Le Monde soutient l'adoption de législations anti-SLAPP au niveau européen et appelle à une protection renforcée du secret des sources journalistiques, consacrée par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

2. Les violences politiques

Chaque année, des dizaines de journalistes sont tués dans l'exercice de leur profession, et des centaines subissent des arrestations arbitraires ou du harcèlement en ligne. Le Monde soutient le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes (2012) et appelle à la mise en place de mécanismes concrets pour lutter contre l'impunité des auteurs de violences contre la presse.

3. Le financement de la presse

La fragilité économique des médias les rend vulnérables aux pressions extérieures. Le Monde, qui a fait le choix d'un modèle par abonnement garantissant son indépendance, soutient la directive européenne sur le droit d'auteur (2019/790), qui contraint les plateformes numériques à rémunérer équitablement les éditeurs de presse. Des propositions complémentaires seront défendues lors des débats.

4. La concentration des médias

La concentration croissante des médias entre les mains d'un petit nombre de groupes industriels menace le pluralisme de l'information. Le Monde appelle au renforcement des autorités de régulation européennes, notamment dans le cadre de l'European Media Freedom Act, et à une transparence totale sur la propriété des médias afin que les citoyens sachent qui contrôle leurs sources d'information.

5. Nouvelles pratiques journalistiques et transition numérique

La révolution numérique a profondément transformé le métier de journaliste, créant de nouvelles opportunités (journalisme de données, enquêtes collaboratives transnationales) mais aussi de nouveaux risques, comme la désinformation ou la dépendance aux algorithmes des grandes plateformes. Le Monde plaide pour une régulation des intelligences artificielles génératives dans le domaine de l'information et pour une meilleure formation des journalistes aux outils numériques.

Le Monde défend une vision claire et cohérente : la liberté de la presse doit être protégée par des cadres juridiques contraignants, à l'échelle nationale et internationale. Face aux menaces que représentent la censure, les violences politiques, la concentration des médias et les dérives du numérique, des réponses collectives et ambitieuses s'imposent. Fidèle à ses valeurs fondatrices, Le Monde se positionne comme une institution totalement europhile, convaincue que l'Union européenne constitue le cadre le plus adapté pour construire un espace médiatique libre, pluraliste et indépendant.